Faire face aux attaques réactionnaires contre ceux qui défendent les droits du peuple palestinien

La condamnation des crimes de guerre du Hamas ne doit pas faire taire la condamnation des crimes de guerre et du terrorisme d'État israéliens



Depuis samedi, un clivage s'est artificiellement instauré au sein du champ politique entre d'un côté la condamnation absolue des terroristes du Hamas et de l'autre la défense de la résistance palestinienne face à l'oppression coloniale israélienne. La possibilité même d'un discours complexe semble absolument remise en cause : on n'aurait plus le droit de distinguer le soutien de principe à la lutte du peuple palestinien et les méthodes concrètement mises en œuvre par le Hamas au cours de son attaque, ou encore d'articuler une condamnation des crimes perpétrés à l'encontre de la population civile et le rappel du contexte d'oppression dans lequel l'attaque du week-end dernier s'inscrit. Il n'y aurait plus de place que pour deux attitudes :

1. La condamnation de l'attaque terroriste du Hamas, à laquelle devrait finalement se réduire tout discours sur les événements récents. Aller plus loin serait au mieux esquiver le seul sujet légitime, au pire être déjà complice des crimes de guerre commis (rafles et massacres de civils, etc.). Dans le meilleur des cas, une telle posture conduit à se taire ou à regretter abstraitement, comme si c'était secondaire, la répression féroce et meurtrière qui commence déjà à s'abattre sur les Palestinien-ne-s ; dans le pire, à justifier par extension l'écrasement de Gaza, l'une des dernières poches de résistance à la colonisation israélienne. C'est la posture de l'ensemble de l'extrême droite, de la droite et du camp macroniste, mais aussi, de façon plus inquiétante encore, de toute une partie de la NUPES.
2. La défense du droit de résistance des Palestinien-ne-s qui, même formulée en des termes timides, se trouve aussitôt assimilée à une apologie du Hamas. Toutes les tentatives de mise en perspective des événements avec le contexte colonial de la Palestine, les droits du peuple palestinien à se défendre en tant que peuple opprimé, etc., tendent à être criminalisées. Le NPA, pour avoir exprimé un soutien de principe à la résistance, y compris par des moyens violents, d'un peuple lui-même soumis par des moyens violents à l'oppression coloniale, est attaqué pour apologie du

terrorisme – quand bien même, dans un communiqué, il dénonce à juste titre « les tueries de civils menées par le Hamas » et rappelle que « le projet politique et idéologique, la stratégie et les moyens de lutte du Hamas ne sont pas ceux du NPA ». La FI, qui n'a même jamais soutenu la lutte armée mais qui appelle au contraire, de façon abstraite, à ce que toutes les violences cessent immédiatement de part et d'autre, est elle-même accusée de soutenir le terrorisme islamiste pour avoir seulement refusé de s'en tenir à un discours de condamnation et avoir rappelé que les violences devaient nécessairement être rapportées à la situation coloniale.

De jours en jours, la structuration de « l'arc républicain »

Le véritable clivage passe donc en dernière instance entre le soutien indéfectible à Israël d'une part et le soutien à la cause palestinienne d'autre part. Et ce dernier, même dans ses versions les plus modérées ou pacifistes, devient coupable, dans la mesure où l'horreur des exactions commises sur des civils nécessite une *condamnation*, non seulement de ses exactions elles-mêmes, mais de toute défense armée contre le colonialisme israélien. La seule *condamnation* s'impose comme le terme phare pour voir qui est du bon côté, c'est-à-dire qui est dans l'arc républicain étendu actuellement du Rassemblement National jusqu'au Parti Communiste Français. Qui cherche à distinguer entre condamnation des méthodes du Hamas et condamnation de la défense palestinienne contre l'armée israélienne, est forcément complice. À l'inverse, qui *condamne* (dans l'absolu) est forcément du côté des justes. Il devient dès lors possible, par exemple, d'exprimer sa solidarité avec Israël dans la rue, alors que les rassemblements de soutien au peuple palestinien et à Gaza (et non pas des manifestations de soutien au Hamas) sont interdits. Est-ce alors vraiment la condamnation des crimes de guerre du Hamas que l'on attend, ou le soutien à l'État d'Israël, qui pourtant n'a cessé de commettre des crimes de guerre depuis sa fondation ? D'ailleurs, les députés du RN sont désormais acceptés aux rassemblements du CRIF, comme celui qui a eu lieu lundi soir (où se sont retrouvés les cadres de la majorité mais aussi Nicolas Sarkozy, Manuel Valls ou encore Éric Zemmour), alors qu'en 2018 encore ils avaient été sifflés : le soutien à Israël vaut semble-t-il inscription dans « l'arc républicain ». Ainsi le député de LR intime de Netanyahou, Meyer Habib, considère-t-il maintenant que « le RN […], à la différence de certains, est rentré dans le camp républicain »[1].

Comme c'est en expulsant qu'il se construit, le champ médiatico-politique identifie les ennemis de l'intérieur en les sommant de s'expliquer, de se justifier, puis de condamner. Lorsque l'ennemi ne cède pas, on peut donc le cibler, le calomnier puis l'exclure. Par exemple, la journaliste politique Nathalie Saint-Cricq fait dire à Jean-Luc Mélenchon que les Israéliens « l'ont bien cherché »[2]. L'éditorial du *Monde*, en posant la question de ce que cherche Jean-Luc Mélenchon, se demande s'il cherche « à encourager l'antisémitisme ? à cautionner le terrorisme islamiste ? »[3]. Caroline Fourest, qui a une plume et un micro dans à peu près toutes les rédactions de France, considère que « Révolution Permanente déclare sa flamme au Hamas, jouissant du spectacle d'enfants tués, de femmes violées, d'humains assassinés en raison de leur

religion. »[4]. Enfin, Aziz Skalli, élu à la mairie de Bordeaux et dirigeant du parti présidentiel en Gironde *« connaît le nom du porte parole du Hamas en France, Monsieur Philippe Poutou ! »*[5].

À l'Assemblée, Borne et d'autres considèrent, sans nommer explicitement la FI mais sans laisser de doute, qu'il y a comme une « complaisance aveugle » et une « ambiguïté coupable » avec le Hamas. Marine Le Pen déclare que « ceux qui soutiennent l'insoutenable, l'excuse ou le relativisent, et dont certains siègent sur ces bancs, attentent aux valeurs humaines »[6]. La boucle est bouclée. Ce qui permet au sénateur LR Stéphane Le Rudulier de demander la dissolution de la France Insoumise et du NPA (qu'il considère comme « la cinquième colonne antisémite »), ce dernier étant aussi visé par une plainte pour « apologie du terrorisme »[7].

Mettre fin à la NUPES, resserrer les rangs

Les menaces en dissolution, quand elles sont adressées à un parti de quelques centaines de militant-e-s comme le NPA, sont graves et inquiétantes ; mais la dérive autoritaire de la France apparaît encore d'une autre nature, proprement alarmante, quand le camp réactionnaire n'hésite plus à envisager la dissolution d'un parti comme la FI. Objectivement, quoique cela se fasse sur des bases réformistes, la France Insoumise est la première opposition à Macron, celle avec la base et la force de frappe la plus forte. Cible de toutes les attaques depuis son arrivée en masse dans l'hémicycle, la FI incarne l'opposition de gauche à Macron mais aussi au discours dominant sur presque tous les sujets. Tous les moyens sont bons pour discréditer l'organisation et en particulier ses éléments les plus combatifs, c'est-à-dire Mélenchon, Panot, Bompart, Obono ou encore Boyard. La pression immense exercée sur elles et eux porte parfois ses fruits (comme lorsque Bompart prend ses distances avec le communiqué du groupe parlementaire) et permet à rebours de mettre en avant l'aile de moins en moins radicale de l'organisation, c'est-à-dire Ruffin, Autain ou encore Corbière. L'objectif, pour la macronie et la droite en général, est de cliver d'une part la NUPES en en détachant la droite (le PS, EELV et le PCF), mais aussi de cliver au sein de la FI elle-même pour l'affaiblir autant que possible.

Pourtant, comme le souligne *Libération*, « malgré ces vives tensions, les élu-e-s de gauche ne semblent pas encore vouloir enterrer la NUPES ». Évidemment, aucun des apparatchiks électoralement sauvés par la NUPES ne veut porter le poids de la division. Ils savent pertinemment que, sans la NUPES, ils ne sont rien, et seront inexistants en 2027. En bons parasites, ils s'accrochent tant qu'ils le peuvent à la carcasse, n'hésitent pas à se nourrir de son sang et à y injecter du fiel, mais refusent de partir d'eux-mêmes. Ils attendent que la FI prenne elle-même la responsabilité d'une telle décision.

Or la direction de la FI ne souhaite pas non plus prendre cette initiative : les volontés « d'union de la gauche » sont trop ancrées, trop fortes de symboles pour que ses dirigeant-e-s soit prêt-e-s à endosser le costume du traître. Il y a quelques semaines

encore, Mélenchon lui-même continuait d'appeler à l'union, tout comme les jeunes de la NUPES. Mais les illusions ne vont pas pouvoir durer longtemps : sur la quasi-totalité des sujets, les différentes composantes de la NPUES sont en désaccord. Cela ne cesse de s'approfondir à mesure de l'affermissement de l'autoritarisme macroniste, de la structuration de l'arc républicain et enfin des crises internationales successives. La FI doit être capable de se dégager du boulet que représentent les parasites qu'elle a sauvés alors qu'elle aurait dû les laisser disparaître. L'organisation doit changer de nature, prendre la forme d'un vrai parti politique, acceptant les différentes sensibilités mais regroupé dans le combat et porteur d'un signal clair de rupture (fût-ce, malheureusement, sur un mode réformiste), pour attirer des branches significatives de la jeunesse et du monde du travail. C'est dans cette configuration qu'elle pourra réellement faire face aux pressions et aux attaques exercées contre elle, en particulier par la droite et l'extrême droite.

Dans ce contexte, nous apportons notre soutien à la France Insoumise au cœur de la tempête, de même que nous faisons cause commune avec les organisations visées par l'ensemble des représentants de « l'arc républicain » : le NPA, Révolution Permanente, le Parti des Indigènes de la République, la Jeune Garde. Toutes les tentatives de criminalisation des discours oppositionnels doivent être combattues sans la moindre réserve. Nous appelons les directions syndicales, en particulier celles des organisations progressistes, à se mobiliser contre les intimidations et les menaces à l'encontre de ces organisations politiques. L'histoire nous montre que, quand des partis d'opposition sont supprimés, le tour des syndicats est proche. La situation exige de faire front, de refuser le chantage et de se battre pour la pluralité politique.

L'instrumentalisation des crimes de guerre effectivement commis par le Hamas, et qui doivent être dénoncés comme tels, ne doit pas nous faire perdre de vue l'essentiel : nous soutenons la résistance du peuple palestinien et son droit à disposer de lui-même. Nous dénonçons le blocus et le bombardement de Gaza, où près de deux millions de personnes (hommes, femmes et enfants) sont privées d'eau, d'électricité, d'aide alimentaire et bientôt de soins de première nécessité : il s'agit là aussi de crimes de guerre, dont l'ampleur dépasse déjà ceux du Hamas. Nous redoutons les suites bien pires encore que le gouvernement Netanyahou annonce vouloir donner à l'attaque du Hamas, dont tou-te-s les Palestinien-ne-s seront victimes. Nous combattons l'escalade meurtrière : il faut une grande mobilisation contre le terrorisme d'État israélien.

Jusqu'au bout, nous affirmerons : Palestine vivra, Palestine vaincra !

---

[1] https://www.lefigaro.fr/international/les-insoumis-font-l-unanimite-contre-eux-a-l-assemblee-nationale-20231010

[2] https://melenchon.fr/2023/10/09/cessez-le-feu/

[3]https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/10/11/melenchon-le-probleme-de-tou-e-la-gauche_6193761_3232.html

[4] https://twitter.com/CarolineFourest/status/1711666360349081706

[5]https://www.francetvinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/attaque-du-h-mas-contre-israel-le-nouveau-parti-anticapitaliste-vise-par-une-enquete-p-ur-apologie-du-terrorisme_6113910.html

[6]https://www.liberation.fr/politique/guerre-hamas-israel-trois-jours-apres-la-france-insoumise-plus-isolee-que-j-mais-20231010_J3KYMSKLNJFXVIYZORCHHLLBAQ/

[7] https://www.lefigaro.fr/politique/un-senateur-lr-demande-la-dissolution-de-l--france-insoumise-20231010

Tristan Daul, le 12 octobre 2023